SÉNAT DE BELGIQUE.

RÉUNION DU 26 FÉVRIER 1898.

Rapport de la Commission de la Guerre, chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget du Ministère de la Guerre pour l'exercice 1898.

(Voir les nos 102, X, session de 1896-1897, 3, X, 52 et 71, session de 1897-1898, de la Chambre des Représentants ; 23, session de 1897-1898, du Sénat.)

Présents : MM. le Comte DE BORCHGRAVE D'ALTENA, Vice-Président ; le Comte DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, le Comte Charles VAN DER BURCH, le Baron JOLLY, MEYERS et VANDEN BOSSCHE, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le Budget pour l'exercice 1898, que la Commission de la Guerre, à l'unanimité des membres présents, vous propose de revêtir de votre approbation, présente une augmentation de fr. 825,268-85 sur celui qui est inclus dans la loi du 9 août 1897.

Cette augmentation concerne exclusivement les dépenses afférentes aux services ordinaires de l'armée et atteint en réalité le chiffre de 919,245 fr., tandis que les crédits demandés pour dépenses exceptionnelles sont inférieurs de fr. 83,976-15 à ceux qui ont été alloués pour l'année 1897.

La plus importante des majorations du budget ordinaire se rapporte à l'allocation nécessaire pour la ration de viande des troupes ; elle représente une somme de 717,045 francs et résulte du relèvement du prix du bétail.

Les autres augmentations à signaler sont les suivantes :

69,000 francs pour travaux urgents et indispensables au matériel du génie ;

45,000 francs pour renouvellement du harnachement des régiments d'artillerie de campagne, qui subit nécessairement l'usure du temps et qu'il importe de maintenir dans de bonnes conditions ;

et enfin 85,000 francs pour faire face à l'accroissement des pensions temporaires et aux obligations nouvelles résultant de l'application de la loi du 2 juillet 1896.

L'allocation proposée par le Gouvernement était de 60,000 francs, et c'est à la demande de la Section centrale de la Chambre des Représentants que le chiffre a été majoré de 25,000 francs. Le Sénat ratifiera sans doute cette décision et voudra ainsi témoigner de ses intentions bienveillantes à l'égard de ceux qui ont contracté des infirmités dans les rangs de l'armée ou acquis d'autres titres à recevoir une indemnité pour services rendus dans l'accomplissement du devoir militaire.

Certaines modifications ont été, en outre, introduites dans l'économie générale du Budget.

Telle est la conversion en une indemnité annuelle de 500 francs pour fourrages, de l'allocation en nature qui, antérieurement, était octroyée aux officiers montés et calculée à raison de fr. 1-30 par jour. La mesure ne peut que produire de bons effets au point de vue administratif. — Tels encore le transfert aux articles concernant le personnel des différentes armes, de l'indemnité allouée aux officiers détachés au Département de la Guerre et la réunion sous l'article 28 de toutes les allocations relatives au transport des troupes en marche.

Parmi les crédits sollicités au chapitre des dépenses extraordinaires, la Commission se borne à mentionner :

100,000 francs pour l'édification d'une église catholique au camp de Beverloo ;

350,000 francs pour continuer la construction d'un nouvel arsenal à Anvers ;

1,000,000 de francs pour poursuivre l'armement des ouvrages existants de la position d'Anvers ;

Et enfin 2,500,000 francs pour opérations relatives à la reprise par l'Etat des literies appartenant à la Société des lits militaires.

A l'exception du premier de ces crédits, ils se rapportent à des travaux qui sont déjà en cours d'exécution, à des mesures qui ont reçu l'approbation des Chambres législatives et n'ont donc pas besoin de justification.

Et d'ailleurs des renseignements précis et détaillés ont été fournis à la Législature, en ce qui concerne l'armement de la position d'Anvers et la construction du nouvel arsenal, lors de l'examen du budget de 1896. Le chiffre de la dépense globale, l'époque de l'achèvement de ces travaux sont connus.

La reprise par l'Etat du service de couchage des troupes sera favorable au bien-être du soldat et supprimera des corvées pénibles. Ce service est logiquement du domaine de l'administration militaire tout comme celui de l'habillement, de l'équipement et de l'alimentation. Il y a lieu d'observer, au surplus, que l'opération sera avantageuse pour le Trésor, que les effets s'en feront déjà sentir au budget de 1899.

Quant à la construction d'une église au camp de Beverloo, il résulte des explications données par l'honorable chef du Département de la Guerre à la Section centrale de la Chambre des Représentants que le coût total de l'œuvre sera de 600,000 francs. Le Sénat peut donc se prononcer en connaissance de cause. Il y a convenance, au point de vue du service, à

mettre les militaires professant le culte catholique romain, à même de remplir leurs devoirs religieux dans des conditions que ne présente pas, à raison de son exigüité et de sa situation, l'édifice actuellement existant à Bourg-Léopold.

*
* *

Quelques membres de votre Commission, soucieux de tout ce qui peut être de nature à maintenir intacte la valeur de l'armée, ont cru devoir, à l'occasion de la présentation par le Gouvernement d'un projet de loi modificatif du cadre des services auxiliaires, présenter quelques considérations d'ordre général. Ils estiment que tous les éléments constitutifs de cette armée doivent être maintenus dans de justes proportions, dans des conditions adéquates à la mission qui leur est propre. Une sage et prudente mesure dans la dispensation des grades et emplois ne peut, suivant eux, qu'en augmenter la force intrinsèque.

La Commission, sans examiner le bien-fondé de ces observations, sans entendre les faire siennes, n'a pas cru devoir se refuser à les consigner dans son rapport, voulant ainsi, quelles que soient les divergences d'opinions et d'appréciations, témoigner qu'elle est unie dans un seul et même sentiment de patriotisme pour tout ce qui a trait à la défense nationale.

*
* *

L'importance majeure que présente le recrutement des cadres inférieurs de l'armée, a déjà été signalée à la considération du Sénat. La Commission croit devoir se prononcer à nouveau dans ce sens et se faire l'interprète de la haute Assemblée en émettant le vœu que la position des sous-officiers pendant la durée de leur engagement soit améliorée, que des emplois dans les carrières civiles leur soient assurés à l'expiration de leur terme de service.

L'honorable Ministre de la Guerre, dans ses déclarations au sein de la Chambre des Représentants, a abondé dans cet ordre d'idées : il a fait connaître la marche qu'il compte suivre à certains égards ; il a réservé la décision à prendre sur d'autres points qui sont encore à l'étude.

Le Sénat peut donc être assuré de la sollicitude du Gouvernement pour une question qui intéresse à un haut degré la bonne composition de l'armée.

Et, à cette occasion, votre Commission tient, à l'exemple de la Section centrale de l'autre Chambre, à féliciter le Gouverneur et la Direction de la Banque Nationale de la résolution prise naguère par le premier établissement financier du pays, d'un exemple qui sera sans doute fertile en heureux résultats.

*
* *

Les membres de la Commission ont été unanimes à reconnaître qu'à l'occasion de l'examen du budget, il n'y avait pas lieu pour eux d'exposer à nouveau leurs idées sur les grands principes qui doivent présider à l'orga-

(4)

nisation de l'armée. Aucun nouvel élément n'a été acquis au débat dans ces derniers mois; les positions prises de part et d'autre n'ont pas été modifiées et, les opinions restant sauvegardées, tous attendent que le pays fasse éclater nettement son sentiment sur un point qui intéresse souverainement la nationalité et l'indépendance de la Belgique.

Le Rapporteur,
LÉON VANDEN BOSSCHE.

Le Vice-Président,
Comte DE BORCHGRAVE D'ALTENA.